

Journal des guerres de l' Otan

N° 88 du 06.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Dommages Collatéraux...

Les rebelles libyens accusent l'OTAN d'avoir frappé leurs troupes...

... au cœur des débats.

Francesca Pilla : Libye: De nombreux civils sont tués par les «raids humanitaires»

L'Otan rejette les critiques des insurgés.

Guerres de l'Otan

1 Politique

Dans les coulisses

Un Canadien commandera la mission de l'OTAN -- à la très grande honte du Canada...

Manlio Dinucci : Les USA fournissent aux alliés les bombes pour la guerre en Libye.

c) L'Otan dans le monde...

M. K. Bhadrakumar : La Russie et la Chine défient l'OTAN.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-1 Baltec 1950-1990 : Stay Behind.

2-2 Emmanuel Amara : "1950-1990 : le scandale des armées secrètes de l'OTAN".

3 Brèves

3-1 Pluie d'obus *humanitaires* sur la Côte d'Ivoire et la Libye.

3-2 Mathilde Perrin : Union Européenne - OTAN: même combat....

3-3 Richard Werly : L'OTAN se tourne vers la Méditerranée.

4 Dossiers

4-1 Le collapsus de la diplomatie.

4-2 Robin Philpot : Libye: les bombes humanitaires et d'autres balivernes.

Tiré à part :

Dommages Collatéraux...

Les rebelles libyens accusent l'OTAN d'avoir frappé leurs troupes...

Les rebelles libyens ont affirmé jeudi avoir été victimes de frappes aériennes de l'OTAN, qui a, selon eux, bombardé leurs forces près de la ligne de front, dans la région de Brega (nord-est). Au moins deux insurgés ont été tués et 16 autres blessés, selon une source médicale.

L'attaque, survenue jeudi à 30 km du port pétrolier stratégique de Brega, **serait la deuxième frappe accidentelle de l'OTAN contre les rebelles en moins d'une semaine**. Le commandant rebelle Ayman Abdul-Karim a précisé que les avions de l'OTAN ont frappé des chars et un convoi comprenant un bus qui transportait des combattants.

Selon un médecin de l'hôpital d'Ajdabiya, au moins deux rebelles ont été tués et 16 autres blessés dans l'attaque, dont certains souffrent de graves brûlures. Des rebelles ont de leur côté fait état de plusieurs dizaines de tués ou blessés.

Le toit des véhicules rebelles arborait des marques jaunes, sur les conseils de l'OTAN, pour permettre l'identification des forces de l'opposition, a précisé le commandant Abdul-Karim. Mais les insurgés utilisent des véhicules de l'armée libyenne, et, vu du ciel, leurs convois peuvent ainsi potentiellement ressembler à ceux des forces kadhafistes.

A Bruxelles, un responsable de l'OTAN a déclaré sous le couvert de l'anonymat que les affirmations des rebelles seraient examinées. Samedi, une frappe de l'OTAN avait déjà tué 13 rebelles dans l'est du pays. Un porte-parole de l'opposition libyenne avait évoqué un "accident malheureux".

L'action de l'OTAN suscite une frustration croissante chez les insurgés. Leurs commandants se sont plaints ces derniers jours que les frappes aériennes n'intervenaient pas assez rapidement et n'étaient pas assez précises pour leur donner un réel avantage sur les troupes de Kadhafi. L'OTAN explique que les pro-Kadhafi se mêlent aux civils pour contrarier les raids alliés.

Alors que les rebelles comptent sur les gisements pétroliers sous leur contrôle pour financer l'achat d'armes et d'autres marchandises, un pétrolier d'une capacité d'un million de barils a quitté mercredi le port de Tobrouk (est), aux mains de l'opposition, pour Singapour.

Reste que des attaques contre les principaux champs pétroliers contrôlés par les rebelles ont paralysé la production. La Libye affirme que des avions britanniques ont bombardé les installations, mais l'OTAN a démenti, attribuant ces attaques aux forces de Kadhafi.

AP, 7 avril

"On ne veut pas d'un règlement pacifique, on veut la guerre pour protéger les civils !" Mais c'est Chavez qui est fou...

"Le toit des véhicules rebelles arborait des marques jaunes, sur les conseils de l'OTAN, pour permettre l'identification des forces de l'opposition..." Et tout le monde trouve cela normal.

Ces infos mettent bien en évidence l'hypocrisie extrême de la situation. La résolution des Nations-Unies c'est prétendument "pour protéger les civils", pas du tout a priori pour soutenir des rebelles armés (pas si mal armés que ça, ils ont - ou ils avaient du moins des chars) contre un gouvernement pas plus illégitime qu'eux en tout cas. La résolution n'exige pas du tout de permettre l'avancée des troupes rebelles en leur ouvrant la voie en pillonnant les forces gouvernementales. La prise des villes où la population est majoritairement pro-Kadhafi se solderait probablement par un massacre sur lequel on ne voudra pas trop s'appesantir. Comme en Côte d'Ivoire.

La nature de cette "intervention" ne diffère pas beaucoup de l'agression contre l'Irak ("contre Saddam" disait Bush, comme aujourd'hui c'est "contre Kadhafi"). La différence fondamentale, c'est le bel emballage humanitaire. Cela est suffisant pour faire fondre complètement l'immense mobilisation contre la guerre de 2003. Mettez en avant "intervention contre les atrocités", "protection des civils" et les guerres coloniales des siècles passées seront à nouveau parfaitement au goût du jour

... au cœur des débats.

Francesca Pilla : Libye: De nombreux civils sont tués par les «raids humanitaires»

Dans la nuit de mercredi à jeudi les raids aériens sur Tripoli ont causé la mort d'au moins 40 civils : le général canadien Charles Bouchard en est parfaitement au courant tandis qu'il se prépare à la conférence de presse de la base Jfc (Joint Force Allied, NdT) (1) à Bagnoli (Naples). C'est aussi aujourd'hui (jeudi 31 mars 2011, NdT) qu'arrive dans ses mains la direction unique de l'opération « Protecteur Unifié » qui passe sous commandement OTAN ; mais le militaire, qui a une longue arrière derrière lui, sait que le monde lui demandera des comptes sur les victimes, femmes et enfants (et hommes, NdT) ensevelis sous les décombres d'un immeuble écroulé. Et même si les bombardements étaient sous contrôle de la coalition des volontaires, conduite par USA, France et Grande-Bretagne, l'OTAN ne peut pas faire mine de rien. Mais cette fois, celui qui hausse le ton sur les dommages collatéraux des attaques aériennes qui devraient avoir un objectif « humanitaire », n'est pas un membre du régime Kadhafi, mais bien l'évêque de Tripoli, monseigneur Giovanni Martinelli : « Les raids dits humanitaires - a-t-il déclaré très tôt dans la matinée- ont fait des dizaines de victimes parmi les civils dans certains quartiers de Tripoli. J'ai recueilli divers témoignages de personnes dignes de foi à ce sujet. En particulier, dans le quartier de Buslim, à cause des bombardements, une habitation civile s'est écroulée en provoquant la mort d'au moins 40 personnes ».

Le général canadien Charles Bouchard

Bouchard arrive avec 15 minutes de retard dans une petite salle de conférence installée, d'après le commandement OTAN, à la hâte ces derniers jours. De Bruxelles aussi les media internationaux, en vidéoconférence, piaffent d'impatience et font pression pour savoir la vérité, mais les hauts gradés freinent des quatre fers : « Le général a très peu de temps et ne peut répondre qu'à 5 questions de Bruxelles, et 3 ici à Naples ». Tactique qui cache mal l'intention de concéder aussi peu d'informations que possible.

Bouchard parle d'abord de l'opération, explique que le passage de pouvoir s'est réalisé sans problèmes, qu'en quelques heures ont déjà été accomplies « plus de 90 actions » de bombardement, parce que l'Alliance peut compter sur « plus de cent avions de combat et de soutien et sur une douzaine entre bâtiments navals et sous-marins ». Le général souligne que l'objectif est celui de faire respecter l'embargo d'armes et la zone d'exclusion aérienne, et rappelle ainsi à plusieurs reprises, comme il l'avait fait mardi (29 mars 2011, NdT)) de cette même base militaire, que la mission de son commandement était de protéger la population civile. Les questions de la salle cependant lui rappellent les 40 morts, un journaliste américain (étasunien) lit les déclarations de Martinelli : « S'il est vrai que les bombardements semblent ciblés -a déclaré l'évêque de Tripoli- il est tout

aussi vrai qu'en frappant des objectifs militaires, qui se trouvent au milieu de quartiers civils, on touche aussi la population ». « Nous mènerons une enquête dans la chaîne de commandement pour voir s'il y a des preuves, nous sommes en train d'enquêter sur ce qui s'est passé », est la réponse expéditive du général qui dit être au courant de l'épisode ; et que l'OTAN « est en train d'enquêter » pour vérifier si ses forces sur le terrain sont impliquées ou non. Puis Bouchard dont le visage ne trahit aucune émotion se disculpe à la Ponce Pilate : « Nous avons pris le commandement complet des opérations seulement à 6 heures du matin, heure Greenwich. Nous sommes en train de prendre tous les aspects au sérieux, mais l'opérativité totale de l'OTAN n'était pas encore activée au moment des faits ; nous vous informerons quand l'enquête sera terminée ». En réalité, cette fois, qu'il y ait eu un massacre de civils est une chose assez claire pour tout le monde, il ne s'agit pas des cent personnes décédées, de la propagande, au début de l'attaque, du régime Kadhafi (à propos desquels l'auteur ne donne cependant aucune source certifiant la propagande, NdT), et arrivent après les 11 victimes de Tajoura et les 17 blessés de ces jours derniers à Dita, sur la route de Misurata, quand un autre hôpital a été touché (selon un reportage de Euronews)(sources à chercher, NdT) Mais à ce propos, même l'amiral Giampaolo Di Paola, président du comité militaire de l'OTAN, n'a pas voulu faire de commentaires, pratiquant la même attitude que Bouchard, de renvoi de la responsabilité sur d'autres : « L'OTAN n'a pris le total commandement des opérations qu'à 8 heures (locales ; remarquable marque d'indépendance par rapport au commandement étasunien -de protection- unifié(e)... NdT). Mais c'est un fait que jusqu'à présent les attaques contre les civils viennent du régime de Kadhafi ». De Naples enfin arrive aussi l'avertissement à Kadhafi et à ses soutiens : « Je conseille vivement aux assaillants de se désister et de se retirer immédiatement, sinon ils paieront les conséquences de leurs actions », dit le commandant de l'opération Protecteur Unifié, en partant à toute allure.

Francesca Pilla,

Il Manifesto, 1er avril 2011

(Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio)

L'Otan rejette les critiques des insurgés

Les insurgés libyens ont tort de critiquer l'opération militaire de la coalition occidentale en Libye, a déclaré mercredi le commandant-adjoint de l'Otan dans l'opération libyenne, l'amiral Russell Harding, selon les médias. Les insurgés libyens ont mis en cause mardi l'efficacité des forces de l'Otan en Libye et menacé de porter plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Onu contre l'insuffisance de l'aide militaire accordée par l'Alliance, qui provoquerait des pertes humaines.

"Je vous assure que nous veillons jour et nuit à ce qui se passe en Libye et adoptons des mesures pour protéger les populations civiles", a indiqué l'amiral britannique devant les journalistes, en affirmant que l'Alliance contrôlait la situation.

Les avions de l'Otan effectuent chaque jour des dizaines de vols, prenant pour cibles des sites militaires et des regroupements de blindés libyens, a-t-il rappelé, mais les troupes pro-Kadhafi restent opérationnelles envers et contre tout.

Le chef d'état-major des insurgés libyen Abdel Fattah Younes a indiqué auparavant que les forces de l'Otan agissaient très lentement, ce qui permettait aux troupes de Mouammar Kadhafi de prendre des villes.

Selon lui, les rebelles donnent à l'Otan toutes les coordonnées disponibles sur les mouvements des troupes loyalistes et les techniques qu'elles utilisent. Cependant, les décisions ne sont pas prises à temps.

6 avril –

RIA Novosti

Guerres de l'Otan

1 Politique

Fogh Rasmussen

Rasmussen, guest star, du prochain Conseil des ministres de la Défense

C'est devenu un fait habituel. Mais c'est désormais un fait institutionnel. Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN, assistera à toute la réunion des ministres de la Défense de l'UE qui a lieu lundi (23 mai).

C'est une nouveauté. Jusqu'à présent, le secrétaire général de l'OTAN assistait à la réunion pour la partie « partenariats de l'UE » de la réunion. Or aucun point sur le partenariat OTAN-UE n'est à l'ordre du jour. Et pour cause. L'amélioration de la coopération entre les deux organisations, sur lequel A.F. Rasmussen a été mandaté, coté Otan – comme Lady Ashton l'a été coté UE – bute toujours sur la question, hautement politique, chypriote-turque. Et l'espoir d'un accord entre les deux pays est réduit. Et même de plus en plus réduit. « *On note plutôt un raidissement sur cette question depuis (le sommet de) Lisbonne* » remarque un haut diplomate européen.

La participation du secrétaire général de l'OTAN aux réunions des ministres de défense l'UE s'établit désormais comme un fait quasi-acquis, lui permettant d'avoir une prise directe sur des sujets qui sont parfois uniquement du domaine de l'UE (la formation des soldats somaliens, par exemple) et donnant ainsi une prééminence à une organisation (militaire) sur l'autre (civile), une organisation dont ne sont pas membres tous les pays de l'UE et qui regroupe d'autres pays non-membres (Etats-Unis, Canada, Turquie, Norvège).

<http://www.bruxelles2.eu/defense-ue/defense-ue-droit-doctrine-politique/rasmussen-guest-star-du-prochain-conseil-des-ministres-de-la-defense.html>

Dans les coulisses

Un Canadien commandera la mission de l'OTAN -- à la très grande honte du Canada...

Le ministre de la Défense Peter MacKay a annoncé le 25 mars que le lieutenant-général canadien Charles Bouchard, actuellement en poste au Commandement des forces interarmées à Naples, en Italie, dirigera l'agression militaire de l'OTAN contre la Libye.

Les États-Unis ont indiqué qu'ils ont souhaité transférer le plus rapidement possible le commandement de la mission en Libye. Les médias citent le major-général Lewis MacKenzie qui dit que Bouchard est « le choix évident » car il y a des questions politiques advenant que la France ou la Grande-Bretagne assume la direction.

« Voici ce Canadien qui est déjà au quartier général, le commandement des forces alliées interarmées à Naples », a dit MacKenzie à l'émission Power Play à la chaîne CTV. « Je ne pense pas qu'il ait fallu aux 28 membres du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles [beaucoup de temps] pour dire : « Eh, ce gars est un bon choix ». »

Bouchard a déjà servi en tant que commandant adjoint de NORAD. Il s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1974 et a servi autrefois avec l'armée américaine à Fort Hood, au Texas.

Un représentant de l'OTAN a confirmé que Bouchard sera responsable de la campagne aérienne internationale et de l'embarco sur les armes mises en application par les navires de la flotte militaire. Il servira sous les ordres de l'amiral américain Samuel Locklear, qui est le commandant du quartier général des opérations de l'OTAN pour la Méditerranée, en Italie. La Presse canadienne rapporte qu'Ottawa est susceptible d'envoyer un petit nombre d'employés pour travailler avec Bouchard dans le cadre de son nouvel emploi.

MacKenzie a déclaré que les fonctions de Bouchard inclueront « d'aplanir les dissensions parmi les commandants militaires » qui ont des opinions divergentes sur ce que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU leur permet de faire en Libye.

MacKay a déclaré que l'OTAN demeure « en discussion » sur la composition et la forme que prend la mission militaire.

« L'OTAN continue de planifier et nous espérons que le Conseil de l'Atlantique Nord sera d'accord pour un plan opérationnel et une directive d'exécution dans les prochains jours », a dit MacKay.

Jusqu'à ce que ce plan soit établi, MacKay a dit que les patrouilles de l'OTAN dans la zone d'exclusion aérienne « se dérouleront en parallèle avec les activités de la coalition » qui sont dirigées pour le moment par les États-Unis. Lors de la conférence de presse à Ottawa, MacKay a également annoncé que le major-général Tom Lawson -- qui a récemment fait un exposé aux médias sur les opérations en Libye -- est sur le point d'être promu au grade de lieutenant-général et aura un poste supérieur à NORAD.

LML déplore la décision de participer à cette agression. La suggestion que de confier le commandement de l'OTAN à un lieutenant-général canadien est un signe de maturité du Canada est idiot. Cela signifie simplement que le Canada est chargé de maintenir la domination des États-Unis sur ses partenaires européens au sein de l'OTAN. Une telle servilité abjecte est déplorable. Pour le Canada c'est une honte, pas un objet de fierté.

Une étude révèle que les dépenses militaires du Canada sont à leur plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale. Selon une étude publiée le 9 mars par le Centre canadien de politiques alternatives, le Canada dépense plus pour son armée qu'à tout autre moment depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les dépenses affectées à la défense vont atteindre au moins 22,3 milliards \$ pour l'année budgétaire en cours, indique un rapport sur l'étude. Les chercheurs estiment qu'au cours de la dernière décennie cela représente une augmentation de 54 %.

L'étude a été réalisée pour le compte du centre par Bill Robinson, conseiller principal à l'Institut Rideau, rapporte la Presse canadienne. Robinson a établi qu'une partie importante de l'augmentation du budget est affectée aux opérations menées dans le cadre de la guerre en Afghanistan, qui, selon lui, « dépouillent le Canada de la possibilité d'effectuer des missions traditionnelles de maintien de la paix ». Le Canada se classe désormais 60e sur la liste des 102 pays apportant une contribution au maintien de la paix des Nations unies.

« Le Canada peut apporter une contribution beaucoup plus importante à la sécurité mondiale et l'action humanitaire en transférant des ressources aux efforts de sécurité non militaire et aux opérations de maintien de la paix », a déclaré Robinson dans un communiqué du centre.

« Un tel changement ferait du Canada une véritable grande puissance dans le monde de l'aide au développement et de l'aide humanitaire. C'est un domaine dans lequel le Canada pourrait avoir une influence nettement plus considérable » sur une question cruciale pour le bien-être de l'humanité et la sécurité mondiale. »

Windsor, le 26 mars 2011

b) Les USA

Dans les coulisses

Manlio Dinucci : Les USA fournissent aux alliés les bombes pour la guerre en Libye.

En 60 jours de « protection unifiée » les avions de l'OTAN ont, selon les données officielles, effectué plus de 9.000 missions en Libye, dont 3.500 d'attaque avec bombes et missiles. Le gros est effectué par les forces aériennes des États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie et Canada. Les avions italiens (Tornado, Eurofighter 2000, F-16 et quelques autres) ont effectué, selon une estimation, environ 900 missions. Participent aussi, avec eux, Suède, Espagne, Hollande, Belgique, Norvège, Danemark, Emirats arabes unis, Jordanie, Qatar et Turquie.

Au total plus de 300 avions sont engagés, parce que la guerre permet, aussi, de tester dans des conditions réelles de nouveaux systèmes d'armes, comme le chasseur français *Rafale*. L'aéronautique italienne est en train d'essayer dans la guerre l'avion Boeing KC767-A, qu'elle vient de recevoir et qui effectue soit des opérations d'approvisionnement en vol de chasseurs bombardiers soit du transport aérien stratégique. Dans son baptême à l'aéroport de Pratica di Mare, il a été présenté comme « le pilier pour une unique et exceptionnelle capacité de projection de la composante aérienne non seulement nationale mais de tout l'OTAN ». En clair, un nouveau système d'arme qui est testé dans la guerre de Libye pour potentialiser la capacité de l'OTAN à projeter des forces aériennes et terrestres dans d'autres guerres.

L'opération « Protecteur unifié » révèle cependant aussi quelques déficiences. A force de bombarder, les alliés des Usa sont en train d'épuiser leurs bombes. Aucun problème, pourtant : le Pentagone leur en fournit. « Depuis que l'OTAN a pris la direction de la campagne aérienne, nous avons fourni un appui matériel, munitions comprises, aux alliés et aux partenaires engagés dans les opérations en Libye », nous informe le colonel Dave Lapan, porte-parole du Département d'Etat de la défense (*si on peut dire, NdT*). Lapan précise que ces fournitures, dont la valeur se monte jusqu'à présent à 24,3 millions de dollars, comprennent des « bombes intelligentes à conduite de précision ». En Italie, ces bombes sont stockées en quantités énormes à Camp Darby, la base logistique (*étasunienne, NdT*) qui approvisionne les forces aériennes étasuniennes dans la zone méditerranéenne et africaine.

De Camp Darby les bombes et autres matériels de guerre peuvent être envoyés en zone d'opération via l'aéroport de Pise. Notre situation, dit un des commandants de la base étasunienne, nous offre « des capacités logistiques uniques car notre dépôt est à 30 minutes de l'aéroport (*italien, NdT*) de Pise ». Cet aéroport même d'où va surgir le Hub aérien national (*italien, NdT*) le nœud aéroportuaire de toutes les missions militaires à l'étranger, qui sera « mis à la disposition de l'OTAN », c'est-à-dire avant tout de Camp Darby. Depuis qu'a commencé la guerre en Libye, C-130J et autres avions, à coup sûr chargés de bombes et missiles fournis par Camp Darby, survolent Pise à basse altitude. Bien qu'il y a un an et demi un C-130 se soit écrasé juste après le décollage, dont c'est pur hasard qu'il n'ait pas provoqué de tragédie. Les autorités ont quand même établi une « zone de sécurité » quand, pendant des travaux dans l'aéroport, on a trouvé une bombe non explosée datant de la seconde guerre mondiale. Après avoir désamorcé l'engin, on est revenu à la normale : les avions militaires ont repris le survol de la ville, chargés de bombes *made in Usa* que les alliés vont larguer sur la Libye.

Manlio Dinucci

Edition de mercredi 1^{er} juin 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110601/manip2pg/06/manip2pz/304149/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

c) L'Otan dans le monde...

M. K. Bhadrakumar : La Russie et la Chine défient l'OTAN.

Les consultations du ministre chinois des affaires étrangères Yang Jiechi, à Moscou le week-end dernier, devaient préparer le terrain pour la visite en Russie, le mois prochain, du Président Hu Jintao. Mais, en l'occurrence, elles ont pris un caractère de très grande importance vis-à-vis de la sécurité internationale. Les efforts soutenus sino-russes pour « coordonner » leur position sur les questions régionales et internationales ont été portés à un nouveau degré qualitatif au regard de la situation qui se développe au Proche-Orient. L'agence de presse officielle russe a utilisé une expression inhabituelle – « étroite coopération » - pour caractériser le nouveau modèle que leur nouvelle coordination de politiques régionales a atteint. Il est sûr que cela va poser un grand défi à l'Occident dans la poursuite de son agenda unilatéral au Proche-Orient. En théorie, la visite de Hu [Jintao] en Russie visait la participation [de la Chine] à l'événement à grand spectacle programmé du 16 au 18 juin prochains à Saint-Petersbourg, que le Kremlin a minutieusement orchestré pour être « l'évènement annuel » dans le style d'un « Davos russe » - intitulé « *Le Forum Economique International* ». Il y a évidemment beaucoup d'enthousiasme dans les deux pays, parce que la visite de Hu [Jintao] sera un tournant dans la coopération sino-russe en matière d'énergie.

Le géant russe de l'énergie, Gazprom, espère arroser la Chine avec 30 milliards de m³ de gaz naturel par an d'ici à 2015, et les négociations pour en fixer le prix seront définitivement bouclées par un accord d'ici à la venue de Hu [Jintao] en Russie.

Quand la principale économie mondiale à la plus forte croissance et le plus gros exportateur mondial d'énergie parviennent à un accord, cela va certainement beaucoup plus loin qu'une simple coopération bilatérale. Il y aura un malaise en Europe, laquelle a été historiquement le principal marché de la Russie pour ses exportations d'énergie, du fait qu'un « concurrent » apparaisse à l'Est et que les affaires d'énergie entre l'Ouest et la Russie aient la Chine comme « commanditaire ». Ce changement de paradigme constitue la toile de fond des tensions entre l'Est et l'Ouest, vis-à-vis du Proche-Orient.

Une position identique

Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ont en fait été le leitmotiv des discussions entre Yang et son hôte, Sergueï Lavrov. La Russie et la Chine ont décidé de travailler ensemble pour s'occuper des problèmes qui ont surgi avec le soulèvement au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Voici ce que Lavrov a déclaré : « *Nous nous sommes mis d'accord afin de coordonner nos actions en utilisant les capacités de chacun de nos deux Etats, en vue d'aider les choses à se stabiliser au plus vite là-bas et à prévenir d'autres conséquences négatives imprévisibles.* »

Lavrov a dit que la Russie et la Chine avaient une « *position identique* », selon laquelle « *tous les pays devraient déterminer leur avenir en toute indépendance et sans interférence extérieure* ». On peut supposer que les deux pays se sont accordés sur une position commune en vue de s'opposer à toute manœuvre de l'OTAN qui conduirait à une opération terrestre en Libye.

Jusqu'à présent, la position russe a été que Moscou n'accepterait aucun mandat donné à l'OTAN par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour une opération terrestre, sans une « *approbation clairement exprimée* » de la part de la Ligue arabe et de l'Union africaine (dont la Libye est membre).

Evidemment, il y a là un « *déficit de confiance* » qui devient chaque jour plus insurmontable, à moins que l'Otan ne décide un cessez-le-feu immédiat en Libye. Bref, la Russie ne fait plus confiance aux Etats-Unis ou à leurs alliés de l'OTAN pour être transparents sur leurs intentions concernant la Libye et le Proche-Orient. Il y a quelques jours, Lavrov a parlé longuement de la Libye dans une interview accordée à la chaîne télévision russe, Tsentr. Il a fait part de sa grande contrariété vis-à-vis du double langage des Occidentaux et des subterfuges qu'ils utilisent dans leur interprétation unilatérale de la résolution 1973 de l'ONU pour faire exactement ce qui leur plaît.

Lavrov a révélé dans cette interview qu'une « *opération terrestre [en Libye] serait en préparation et que des rapports commencent à arriver, suggérant que les plans ad hoc sont élaborés au sein de l'OTAN et de l'Union Européenne* ». Et il a publiquement indiqué que Moscou soupçonnait les Etats-Unis d'avoir pour stratagème de contourner l'obligation de demander au Conseil de Sécurité un mandat en bonne et due forme pour des opérations terrestres en Libye et, à la place, d'exercer des pressions directes sur le secrétariat de Ban Ki-Moon, afin d'arracher une « *demande* » que l'alliance occidentale fournisse des escortes à la mission humanitaire de l'ONU, puis de s'en servir comme paravent pour commencer des opérations terrestres.

La position publique prise par la Russie et par la Chine viserait à empêcher les fonctionnaires du secrétariat général de faciliter subrepticement une opération terrestre de l'Otan par derrière. Ban s'est rendu à Moscou récemment et les reportages dans la presse russe laissent entendre qu'il a « *reçu un savon* » sur la façon dont il dirige cette organisation mondiale. Un commentateur moscovite aguerri, Dimitri Kosyrev, a écrit avec un sarcasme mordant :

Vous avez de nombreuses façons de dire politiquement à un invité, de votre propre part et de la part de vos partenaires internationaux : « Nous ne sommes pas très contents de votre exercice, cher M. Ban ». Dans ces cas-là, les mots ne sont même souvent pas nécessaires. Il est clair que secrétaire-général a un penchant pour le romantisme révolutionnaire des guerres civiles et qu'il soutient généralement les combattants de la liberté. En conséquence, il est souvent dans le camp des grands libéraux européens et américains.

Le secrétaire-général de l'ONU ne devrait cependant pas adopter de position politique extrême, à plus forte raison avec la minorité des Etats membres de l'ONU, sur des questions telles que celle la Libye ou la Côte d'Ivoire. Il n'a pas été élu pour ça. L'objet n'est pas d'obliger M. Ban à changer ses convictions ou sa position, mais plutôt qu'il ajuste légèrement sa vision en faveur d'une plus grande neutralité.

Moscou et Pékin semblent considérer avec beaucoup de suspicion ce que l'on appelle « *le Groupe de Contact sur la Libye* » (comprenant 22 pays et six organisations internationales). Citant la décision de ce groupe, lors de sa réunion à Rome jeudi dernier, de mettre immédiatement à disposition un fonds temporaire de 250 millions de dollars pour assister les rebelles libyens, Lavrov a dit de façon caustique que ce groupe « *renforçait ses efforts en vue de prendre le leadership dans la détermination de la politique de la communauté internationale concernant la Libye* » et il a prévenu que ce groupe ne devrait pas « *chercher à remplacer le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, et qu'il ne devrait pas prendre partie.* »

C'est devenu un sujet d'inquiétude, tant pour Moscou que pour Pékin, que ce groupe de contact évolue progressivement vers un véritable processus régional édulcorant l'ONU pour moduler le soulèvement arabe, afin de satisfaire les stratégies occidentales. L'ensemble des Etats du Conseil de Coopération du Golfe (et de la Ligue Arabe), qui sont présents dans ce groupe de contact, permet à l'Ouest de proclamer que ce processus est une voix collective de l'opinion régionale. (L'ironie, c'est que la France a invité la Russie à rejoindre le groupe de contact.)

La partie visible de l'iceberg

Vendredi dernier, lors de la conférence de presse conjointe avec Yang à Moscou, Lavrov a abordé directement le vif du sujet : « *Le groupe de contact s'est auto-établi. Et, à présent, il essaye de prendre en charge lui-même la politique de la communauté internationale vis-à-vis de la Libye. Et pas seulement la Libye, nous entendons des voix qui appellent ce groupe à décider de ce qu'il faut faire dans d'autres Etats de cette région* ». Ce qui inquiète la Russie dans l'immédiat serait que le groupe de contact puisse se laisser aller à effectuer un changement de régime également en Syrie.

Jusqu'à présent, la Chine a été très diplomatique sur la question de la Libye et a laissé la Russie monter au front contre l'Occident, mais elle devient désormais de plus en plus bruyante. Lors de cette conférence de presse, Yang a été plutôt direct dans sa critique de l'intervention occidentale en Libye. Il y a à peine trois semaines, le Quotidien du Peuple constatait que la guerre en Libye était une impasse : le régime de Mouammar Kadhafi s'est avéré déterminé, et l'opposition libyenne a été surestimée par l'Ouest. Voici le commentaire de ce journal :

La guerre en Libye est devenue une « patate chaude » pour l'Ouest. Premièrement, l'Ouest ne peut se permettre une nouvelle guerre, tant sur le plan économique que sur le plan stratégique [...] Cette guerre est une charge trop lourde pour les pays européens et les Etats-Unis, qui ne sont pas complètement sortis de la crise économique. Plus la guerre est longue, plus les pays occidentaux se retrouveront désavantagés. « Deuxièmement, l'Ouest rencontrera de nombreux problèmes militaires et légaux [...] Si l'Ouest continue à être impliqué, il sera considéré

comme étant partial vis-à-vis d'un camp spécifique [...] En ce qui concerne les actions militaires, les pays occidentaux devront envoyer des forces terrestres pour renverser Kadhafi [...] Ceci dépasse complètement les compétences et l'autorité des Nations-Unies et répètera probablement les erreurs de la guerre d'Irak [...] En un mot, la solution militaire au problème en Libye est arrivée à son terme et la solution politique a été placée à l'ordre du jour. »

Ce qu'a dit Yang à Moscou signifie que Pékin ressent désormais que l'Ouest est déterminé à tenir la « patate chaude », peu importe ce que ça coûte, et à la faire « refroidir » coûte que coûte, pour pouvoir la consommer sans la partager avec quelqu'un d'autre. Par conséquent, un re-calibrage de la position chinoise pour la rapprocher beaucoup de celle des Russes (qui ont beaucoup plus ouvertement critiqué l'intervention occidentale en Libye) devient visible.

Moscou aurait incité Pékin à voir l'imminence de la catastrophe. Mais le facteur décisif semble être leur sentiment grandissant de malaise que l'intervention occidentale en Libye n'est que la partie visible de l'iceberg et que ce qui pourrait en découler serait une géostratégie dont l'objectif serait la perpétuation de la domination historique de l'Ouest sur le nouveau Moyen-Orient à l'ère de l'après-guerre froide. En filigrane, il y a le précédent extrêmement préoccupant de l'OTAN qui a agi sans mandat spécifique de l'ONU.

Depuis, Lavrov et Yang se sont rendus à Astana pour participer à la conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), qui négociera l'ordre du jour de la réunion au sommet de cet organisme régional, qui se déroulera dans la capitale kazakhe le 15 juin. La grande question est : l'accord russo-chinois pour une « étroite coopération » sur les questions au Proche-Orient et en Afrique du Nord deviendra-t-il la position commune de l'OCS ? La probabilité semble élevée.

Par M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online, le 10 mai 2011

article original : "Russia and China challenge NATO "

M.K. Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

http://atimes.com/atimes/Central_Asia/ME10Ag01.html

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Russie_Chine_Otan_Libye_Proche-Orient_080511.htm

L'engagement militaire roumain en question

Petit point de vue: [tiré de Eurotropic de ce 11.5.2011](#)

Adevărul - Roumanie

Deux soldats roumains ont été tués la semaine dernière en Afghanistan lors d'attaques talibanes. Le nombre des victimes roumaines dans le cadre de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan s'élève ainsi désormais à 19. Le quotidien Adevărul doute du sens de l'engagement roumain : "Lorsque nous avons intégré l'OTAN, nous avons aussi accepté en tant que nation la possibilité de tels risques. Nous avons toutefois espéré aussi profiter de cette adhésion. Mais à l'exception des innombrables remerciements des Américains, nous n'avons depuis compté que des victimes. Nous avons aussi été attirés en Irak par de grandes promesses. Nous devons soi-disant y obtenir des contrats importants pour la reconstruction, dont nous n'avons bien sûr pas vu la couleur. ... Nous venons d'obtenir un [bouclier antimissile](#). Celui-ci devrait être en outre payé par les Américains. Nous sommes même fiers de ne pas mettre la main au porte-monnaie. Car presque tous nos partenaires étrangers sont habitués à nous négocier pour pas grand-chose, voire gratuitement." (11.05.2011)

[11.5.2011](#)

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Baltec 1950-1990 : [Stay Behind](#).

Un documentaire choc sur un sujet ignoré de la Guerre Froide dans l'Europe de l'Ouest. Plusieurs services secrets d'états européens (Italie, Allemagne, Belgique et France principalement), sous la pression des USA, ont commandité des attentats terroristes contre leur propre population pour contraindre les gouvernements démocratiques à renforcer leurs systèmes sécuritaires et/ou empêcher la montée des partis de gauche ou d'extrême gauche au pouvoir.

« "Théorie du complot" est devenu l'équivalent intellectuel d'un mot de cinq lettres. C'est quelque chose que les gens disent quand ils ne veulent pas que vous réfléchissiez à ce qui se passe vraiment. » Noam Chomsky

Alors que l'Europe est progressivement scindée en deux blocs à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Américains et les Britanniques mettent en place des armées secrètes, des réseaux appelés «Stay Behind», destinés à réagir en cas d'invasion soviétique. Mais alors même qu'une attaque russe devient improbable, ces réseaux ne seront jamais démantelés. Ils sont

même à l'origine d'actes de terrorisme et responsables de la mort d'innocents civils. A chaque fois que la gauche menaçait d'accéder au pouvoir, ils ont usé de la force et sont intervenus dans les processus démocratiques nationaux. Parfois, ils ont été protégés par les forces de police et les services de sécurité pour préserver leur capacité de combat.

« Craignant une prise de pouvoir par les partis communistes d'Europe Occidentale, l'OTAN a mis en place le réseau « Gladio » pendant la guerre froide. Gladio, dont la branche suisse était la P26, regroupait des militaires de confiance capables d'engager une résistance armée intérieure contre les régimes communistes. Dans la plupart des pays européens, ces armées secrètes ont joué un rôle trouble. Grâce aux recherches d'un historien suisse (ndlr : le professeur d'histoire contemporaine Daniele Ganser, de l'Université de Bâle) qui a travaillé sur des documents ultra-confidentiels, mais aussi le témoignage d'anciens soldats de Gladio, retour sur une page trouble et sombre de l'Europe d'après-guerre. Réalisation: Emmanuel Amara »

30 avril, 2011

GeantVert

<http://www.reopen911.info/News/2011/04/30/le-livre-de-daniele-ganser-bientot-a-la-television-francaise/>

2-2 Emmanuel Amara : "1950-1990 : le scandale des armées secrètes de l'OTAN".

Reprenant pratiquement le titre de l'ouvrage de l'historien Daniele Ganser (paru aux Editions Demi-Lune) qui est d'ailleurs interviewé dans ce documentaire, le réalisateur Emmanuel Amara revient en détails sur cette page sombre de l'Histoire en Europe : [ces armées secrètes étaient commandées et coordonnées par un bureau secret de la sécurité au sein du quartier général de l'OTAN à Bruxelles](#). [Selon l'ex-président américain Richard Nixon](#), l'OTAN elle-même était soumise au Pentagone. Initialement destinées à empêcher une invasion soviétique en Europe, ces "armées secrètes", qui échappaient à tout contrôle des gouvernements européens, sont à l'origine de certains des plus terribles attentats terroristes des années 70 et 80, notamment en Italie et en Belgique.

En plus de l'article que France5 consacre à cette prochaine diffusion, nous vous proposons celui du site *Notre-Ecole.net* paru suite à sa programmation récente sur les chaînes RTBF en Belgique et TSR2 en Suisse, et qui comprend le film en trois parties.

Notons au passage que nous fûmes les premiers à [ReOpen911 à ouvrir nos pages](#) à l'historien suisse Daniele Ganser et à [promouvoir son livre](#) "*Les Armées Secrètes de l'OTAN – Réseaux Stay-Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*"^(*) devenu une référence sur le sujet.

[Amandine Deroubaix](#)

sur le site France5.fr, avril 2011

Pendant la guerre froide, l'Otan a organisé avec l'accord des grandes démocraties occidentales des armées de l'ombre afin d'empêcher l'essor du communisme hors du bloc soviétique. Ce film, présenté dans La Case du siècle, lève le voile sur ce réseau structuré et puissant. Enquête sur l'un des secrets politico-militaires les mieux gardés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le 24 octobre 1990, le scandale éclate au grand jour. L'ancien chef du gouvernement italien Giulio Andreotti révèle au monde entier l'existence d'une armée secrète européenne. Une structure paramilitaire, placée sous commandement de l'Otan et des Etats-Unis, et responsable de manipulations, d'attentats et d'assassinats. Avec l'aide de l'historien suisse Daniele Ganser, auteur du livre *Les Armées secrètes de l'Otan — Réseaux Stay Behind, opération Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, le réalisateur Emmanuel Amara offre un éclairage sur la guerre secrète qui se livra en Europe de l'Ouest, témoignages et documents à l'appui.

Fondée en avril 1949 pour faire face à la menace communiste, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord crée en Europe une armée secrète baptisée « Stay Behind » (rester derrière). L'objectif : renforcer le dispositif militaire pour mener une guerre de résistance dans chaque pays en cas d'invasion soviétique. Le siège de cette organisation s'installe à Paris. Depuis la Libération, la France abrite déjà plusieurs bases américaines où la CIA conduit la lutte anticommuniste. Mais, en avril 1961, quatre généraux de l'armée française tentent, avec le soutien de l'agence de renseignement américaine, un coup d'Etat contre l'indépendance de l'Algérie. Pour le président Charles de Gaulle, qui a toujours eu des relations conflictuelles avec les Etats-Unis, l'ingérence américaine dans les affaires françaises devient intolérable. En octobre 1966, la France quitte l'Otan, et le siège de l'Alliance atlantique déménage à Bruxelles.

Dans leur guerre contre les communistes, les Américains ont été jusqu'à recruter des nazis et des fascistes dans l'Allemagne et l'Italie d'après-guerre. Historien des services secrets, Erich Schmidt-Eenboom raconte : « En Allemagne, une partie considérable des membres de l'armée secrète, environ 25 %, était constituée des hommes de l'ancien service de renseignement de la SS, l'Office central de la sécurité du Reich. Le personnel ainsi que le réseau d'agents et d'indicateurs étaient noyautés par les anciens SS. On s'est appuyé sur eux pour créer l'armée secrète allemande. » Cette alliance avec des groupuscules d'extrême droite a eu des conséquences particulièrement tragiques dans ces pays. Le 2 août 1980, une bombe explose dans une salle d'attente de la gare de Bologne. Le bilan est lourd, 85 morts et plus de 200 blessés. La police italienne soupçonne d'abord les Brigades rouges, un groupe terroriste gauchiste très actif. Les véritables exécutants de l'attentat, néofascistes, sont condamnés après quinze années d'enquête. Pour les commanditaires, la piste remonte jusqu'à Licio Gelli, le chef d'une loge maçonnique P2, l'armée secrète italienne Gladio et des responsables des services secrets italiens. Pour Aldo Giannuli, historien de la commission d'enquête sur Gladio : « C'est effectivement un cas de terrorisme d'Etat. Un cas de

guerre secrète, d'opérations clandestines qui a eu lieu pendant ces années. Un prix, un très lourd tribut que nous avons dû payer pour la guerre froide. »

Une double stratégie

Un mois et demi plus tard, un attentat pendant la Fête de la bière à Munich marque profondément l'opinion publique allemande. L'enquête établit que la bombe a été posée par Gundolf Köhler, mort dans l'explosion et membre de la milice Hoffmann, un groupuscule d'extrême droite. La police découvre rapidement des liens entre le terroriste et un certain Heinz Lembke, qui s'occupe d'un arsenal souterrain. Des caches d'armes faisant vraisemblablement partie du dispositif Stay Behind allemand. Après son arrestation, l'homme, qui avait annoncé son intention de révéler toute la vérité, sera retrouvé pendu dans sa cellule. Le colonel Klaus Fichner, ancien membre du service de contre-espionnage de la Stasi, explique : « En fait, ces armées secrètes avaient une double stratégie. En cas de conflit ouvert et d'occupation d'un pays membre de l'Otan, elles devaient organiser une résistance. Une deuxième stratégie s'est développée avec les années. Il s'agissait de créer des tensions politiques à l'intérieur des pays de l'Otan et d'étouffer par tous les moyens les mouvements de gauche. » Depuis les révélations de 1990, seuls l'Italie, la Belgique et la Suisse ont commandité une commission d'enquête afin de tenter de faire la lumière sur ces armées secrètes.

Amandine Deroubaix

3 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Pluie d'obus *humanitaires* sur la Côte d'Ivoire et la Libye.

Il n'est pas possible de faire la guerre à moitié. Et les prétextes humanitaires empêchent d'aller jusqu'au bout.

"*C'est une erreur fatale d'entrer en guerre sans la volonté de la gagner.*" L'aphorisme est du général Douglas MacArthur. Le vainqueur de la guerre du Pacifique affirmait que si l'on s'engage dans un conflit, il faut avoir des objectifs clairs et être prêt à aller jusqu'au bout pour les atteindre.

Les interventions en Libye et en Côte d'Ivoire, de nature très différente, ont un point commun. Dans les deux cas ont été invoquées des raisons humanitaires : la protection de populations menacées. C'est ce qui figure en toutes lettres dans les résolutions de l'ONU. Les vrais motifs sont, bien sûr, ailleurs : se débarrasser de Kadhafi à Tripoli et de Gbagbo à Abidjan. Et stabiliser durablement ces deux pays. *[bonne chance, c'est bien parti]*

Entre Paris et Abidjan, des liens historiques

Dans nos États occidentaux, et singulièrement en France, l'utilisation de la force armée est par essence suspecte. Il n'est plus possible, par exemple, de mettre en avant la défense d'intérêts stratégiques. Ce n'est pourtant pas honteux, c'est même pour cette mission que sont, notamment, mandatés nos gouvernants. La France et la Côte d'Ivoire ont des liens historiques et Paris, même s'il le voulait, ne peut pas se désintéresser de la tragédie qui s'y déroule. Son intervention est donc des plus légitime. Mais si vous estimez devoir expédier des avions dans le ciel libyen ou dépêcher une compagnie de légionnaires à Cocody, il vous faut habiller la chose de manière à ce que cela soit compatible avec l'air du temps. Exit donc la défense de nos intérêts. Ne pensez même pas faire figurer cette notion dans un plan com. La promotion de la démocratie à la pointe des baïonnettes, l'obligation morale de mettre un terme à des dictatures barbares sont déjà plus vendables, bien qu'entachées du fâcheux précédent de George Bush en Irak. Reste donc une seule solution pour faire accepter, tant bien que mal, par les opinions publiques le déclenchement des orages d'acier : *la menace de génocide pesant sur les populations.*

La guerre humanitaire, un oxymore

Mais ce processus contient ses propres contradictions. Sur le plan sémantique comme politique, la guerre humanitaire est un redoutable oxymore à gérer. Si l'intervention n'est qu'humanitaire, comment expliquer que l'on aille bien au-delà de la stricte démarche de protection ? Comment argumenter quand des hélicoptères anéantissent quelques dizaines de véhicules à Abidjan, que des avions bombardent Tripoli ?

Jadis on prenait évidemment moins de gants : lors de l'opération Barracuda à Bangui (Centrafrique), en 1979, qui aboutit à l'éviction de l'empereur Bokassa, son remplaçant David Dacko, en exil en France, voyageait dans l'un des avions qui transportaient les parachutistes... Époque, bien sûr, révolue.

Reste qu'il serait peut-être plus clair d'expliquer en détail aux Français les véritables raisons d'intervenir en Libye ou en Côte d'Ivoire. Et de ne pas s'abriter éternellement derrière le paravent troué de l'humanitaire.

Le Point.

07/04/

3-2 Mathilde Perrin : Union Européenne - OTAN: même combat....

Trois hélicoptères Agusta A109 de l'armée belge participent depuis ce mardi à un exercice multinational, organisé en Italie par l'Agence européenne de Défense (AED), annoncent des sources militaires.

Cet exercice, baptisé "Italian Call 2011", rassemble au total une trentaine d'hélicoptères et près de 300 personnes de huit nationalités au départ de la base aérienne de Viterbo, près de Rome. Il s'inscrit dans le cadre du programme d'entraînement pour hélicoptère (HTP) de l'agence, après un premier exercice du genre organisé en mars 2009 à Gap (sud-est de la France) puis en 2010 en Espagne.

"Italian Call" est destiné à entraîner les équipages à voler par temps chaud et en altitude, dans un environnement poussiéreux, des conditions fréquemment rencontrées en opération. Les pays participants sont l'Autriche, la

Belgique, la République tchèque, l'Allemagne, la Slovénie et l'Italie, le pays hôte. La Lituanie et la Grèce ont elles envoyé des observateurs. La Belgique est représentée par trois A109 du wing d'hélicoptères de sa composante aérienne, basé à Beauvechain, a précisé un porte-parole militaire.

Cette formation HTP s'inscrit dans le cadre de l'initiative franco-britannique lancée en 2008 pour accroître la disponibilité de certains hélicoptères. Aujourd'hui, selon l'AED, environ 60 équipages d'hélicoptères ont ainsi été formés et déployés en Afghanistan.

Mathilde Perrin,

24 mai

Belga (Levif.express)

3-3 Richard Werly : L'OTAN se tourne vers la Méditerranée.

La guerre en Libye et les transitions arabes obligent l'Alliance à se tourner vers la Méditerranée

Changement radical de stratégie: au début de l'année, l'OTAN ne voulait quasiment pas entendre parler des «printemps arabes» et d'une éventuelle implication militaire au sud de la Méditerranée. Enlisée dans le conflit en Afghanistan où les Américains vont annoncer ces jours-ci leurs premiers retraits de troupes, et toujours sous pression des pays de l'est pour ne pas baisser la garde vis-à-vis de la Russie, l'Alliance semblait hors jeu. Mieux: certains rêvaient de voir l'Union européenne jouer enfin un rôle sur son flanc sud.

La réalité, six mois plus tard, a rattrapé l'OTAN et les alliés. Invité à Bruxelles par la Fondation Carnegie Europe et l'Académie diplomatique internationale, le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen a commencé à évoquer l'après-conflit libyen. L'OTAN, a-t-il précisé, est prête à aider les pays de la région en transition sur le plan de la sécurité. «Nous aiderons volontiers à restructurer les forces armées de ces pays. Notre partenariat avec les pays arabes doit être accru. Je suis persuadé qu'une Libye démocratique sera un partenaire fiable de l'OTAN», a-t-il poursuivi, sans exclure le déploiement de détachements de formateurs, comme cela fut le cas après la chute du mur de Berlin à l'est de l'Europe.

Cette réalité pourrait même avoir des conséquences sur le processus de paix au Proche-Orient. Avec dix-huit navires de guerre actuellement déployés le long des côtes libyennes, et des avions de surveillance en permanence dans le ciel de la zone, l'Alliance ratisse «large» en matière de renseignements.

La possibilité d'obtenir une résolution de l'ONU permettant une intervention en Syrie, si la répression tragique se poursuit, n'est pas non plus exclue. Fait inédit: Anders Fogh Rasmussen a donc admis, à Bruxelles, que si elle est sollicitée, l'OTAN pourrait aussi intervenir comme force d'appoint au service d'un accord israélo-palestinien. Tout en reconnaissant une limite concrète à ces nouveaux horizons: la baisse des budgets de défense européens, et la volonté des Etats-Unis de retirer des troupes du Vieux Continent. «L'Europe risque, si le mouvement se poursuit, de ne plus pouvoir assurer ses responsabilités stratégiques», a-t-il conclu.

Richard Werly

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/8951ba16-8d58-11e0-9c08-40e1101ce7e3/LOTAN se tourne vers la Méditerranée.](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/8951ba16-8d58-11e0-9c08-40e1101ce7e3/LOTAN_se_tourne_vers_la_Mediterranee)

4 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information

4-1 Le collapsus de la diplomatie.

Avec la déplorable décision prise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, OTAN, Washington, Londres et Paris à la tête, de poursuivre les bombardements contre la Libye tant que le leader Mouammar El Kadhafi ne quittera pas le pouvoir, nous avons assisté au collapsus définitif de la diplomatie comme voie pour résoudre les contradictions entre les peuples et les nations.

La réunion des ministres des Affaires étrangères de 36 pays, a Londres, lors de laquelle ils ont décidé que le gouvernement libyen avait perdu toute légitimité et qu'il doit abandonner le pouvoir, est venue prouver que tout comme à la fin des deux guerres mondiales du siècle dernier, le monde peut être divisé selon le désir des puissants.

Le plus grave est sans doute que l'Humanité, qui s'était dotée, au terme de la seconde guerre mondiale, d'un mécanisme pour trouver des solutions aux problèmes internationaux, avec la création de l'ONU, sans avoir à les résoudre sur le champ de bataille, constate aujourd'hui avec tristesse, qu'à la fin tout à été un château de cartes.

Nous vous donnons quelques arguments qui le prouvent :

En tout premier lieu, le cas qui nous occupe n'est pas un conflit international, mais un problème interne, où des opposants et des forces loyales au gouvernement se disputent le pouvoir. Il est très important de le rappeler, car les discours ont trompé l'opinion. On a dit que les attaques de l'OTAN avaient pour but de protéger des civils innocents, mais en réalité cette alliance belliciste protège des bandes bien armées qui ont occupé des villages par la force, ayant recours pour ce faire aux armes à feu et qui ont été ensuite délogées par l'armée.

Il est vrai que des civils désarmés se sont retrouvés au milieu des échanges d'artillerie, mais ce n'est pas eux que les missiles et les bombes de l'OTAN défendent. Sinon, pourquoi sont-ils largués dans des zones urbaines, justement là où vivent ces gens-là ?

Ce que les envahisseurs sont en train de faire est de tendre un rideau de feu pour protéger les opposants et leur permettre d'avancer sur Tripoli, la capitale, ce qui signifie qu'ils ont pris partie. Ils donnent leur appui inconditionnel à l'une des parties, ce qui enlève complètement l'étiquette de mission humanitaire avec laquelle ont prétendu justifier l'attaque.

En tout cas, pourquoi n'a-t-on pas agi avec la même énergie au Rwanda en 1994 ? Il y avait alors là bas, des troupes de l'ONU, mais les États-Unis, la France et la Grande Bretagne, comme par hasard, ont entravé leur mobilisation et ont donc permis la mort de 500 000 à un million de civils.

Pourquoi une zone d'exclusion aérienne et navale n'a pas été imposée à Israël après l'opération Plomb fondu qu'il a lancée contre la Bande de Gaza, opération qui a duré 25 jours entre décembre 2008 et janvier 2009 et au cours de laquelle plus de 1000 civils palestiniens pour la plupart des enfants et des femmes ont trouvé la mort ?

Pourquoi n'interviennent-ils pas au Bahreïn, où il y a eu plus de morts que durant le conflit en Libye et ceux-ci, oui, étaient désarmés ?

La réponse à de telles questions, l'a donnée le Président Barack Obama, lorsqu'il a dit, faisant référence à l'agression contre la Libye « c'est ainsi que la communauté internationale doit agir, plus de nations, avec les États-Unis au centre, certes, mais pas seuls, toutes redoublant d'efforts, en train d'assumer leurs responsabilités ». Voilà le monde qui nous attend.

La diplomatie ? Il faudra la chercher dans des musées ou des bibliothèques pour des raretés juridiques obsolètes.

- Éditorial, Radio Havana Cuba, 1er avril 2011 -

4-2 Robin Philpot : Libye: les bombes humanitaires et d'autres balivernes.

Après s'en être pris, selon ses mots, à « la racaille » des banlieues de Paris, le président Sarkozy s'en prend maintenant à « la racaille » en Libye, avec tout ce qu'il y a de plus destructeur.

Convaincu que la France a perdu des galons en 2003, à cause de sa position de principe ferme contre l'invasion de l'Irak, il fait du zèle pour regagner la faveur de Washington et de Londres, tout en voulant cultiver chez lui l'électorat va-t-en-guerre qui s'en allait chez Marine Le Pen.

Mais avec le transfert du commandement vers l'OTAN, on s'aperçoit que, au lieu de gagner en importance et en respect aux yeux du monde entier – comme ce fut le cas en 2003 sous Chirac et de Villepin – il en perd, et du coup prend l'allure d'un autre Tony Blair, le caniche du maître George W. Bush.

Tout ça sous l'œil bienveillant du « guide suprême » de la politique française, Bernard-Henri Lévy ou BHL pour les intimes, qui, le premier, est allé à la rencontre des « rebelles » et a amené Sarkozy à reconnaître le Conseil national de transition fraîchement formé comme le « seul représentant légitime du peuple libyen. »

1 Première déclaration de guerre !

La surprise, c'est la quasi absence de voix qui s'élèvent au Québec contre cette nouvelle guerre contre un autre pays musulman. Mais aussi l'oubli de la gifle que ce même Sarkozy a assénée au Québec en octobre 2009. On « lisait » même sur le blogue d'un certain commentateur prolifique que Sarkozy était « le plus audacieux » des leaders internationaux, que la France était « courageuse », que l'administration Obama tardait malheureusement à agir et qu'il fallait mettre en oeuvre au plus vite la politique de la « responsabilité de protéger » qui, selon ce même blogueur, serait une invention canadienne.

Bombes « humanitaires » ?

Puisque les mots ont encore un sens, il faut revoir le vocabulaire utilisé pour mener cette guerre. On parle pudiquement de zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Or, on aurait dû savoir dès le début qu'il s'agissait là d'une prise de possession d'un territoire africain dans la bonne vieille tradition colonialiste de l'Europe. Car celui qui contrôle l'espace aérien au-dessus d'un pays contrôle le pays.

Les « rebelles », qui réclamaient l'intervention entre autres de la France en brandissant le drapeau français, à côté du vieux drapeau royaliste du roi Idris 1er, perdaient rapidement du terrain jusqu'à ce que l'aviation française, britannique et américaine vienne leur ouvrir le chemin à coups de bombardements intenses... mais « humanitaires ».

On veut nous faire croire que le déploiement des chasseurs vise seulement à protéger les civils. Comment peut-on ainsi applaudir en voyant ces « rebelles » avancer sous la protection des tirs groupés des grandes puissances ? Ceux qui y voient progresser un supposé « printemps » arabe seraient bien avisés de retourner étudier l'histoire du colonialisme : quand la poussière tombe après une intervention militaire de ce genre, les gens se réveillent avec de nouvelles chaînes dont il est très difficile de se libérer.

On peut prévoir, dans peu de temps, un retour au statut d'avant 1969 caractérisé notamment par une importante base militaire des États-Unis en Libye et la prise de contrôle par des intérêts étrangers de l'importante industrie pétrolière libyenne.

De plus, les pétrodollars libyens, qui ont réussi à hisser au sommet des pays africains le niveau de vie du peuple libyen et qui ont servi à soutenir beaucoup de pays africains, prendront le chemin de la Bourse de Londres, tout comme les pétrodollars des pays du Golfe arabo-persique, tous des dictatures qui répriment leurs propres peuples, mais aussi de bons amis qui ne seront jamais inquiétés par les guerriers de l'OTAN.

On se gargarise avec le fameux vote au Caire de la Ligue arabe en faveur de l'intervention militaire, alors que les plus va-t-en-guerre contre Kadhafi de cette ligue moribonde sont justement ces mêmes dictatures.

En revanche, qui signale aujourd'hui le vote quasi unanime de l'Union africaine contre l'intervention, unanime sauf... le Rwanda de Paul Kagame, dont la position est la même qu'en 2003 lors de l'invasion de l'Irak : il était pour !

L'Union Africaine sait ce qui se passe. Alors que la Libye a constamment soutenu des pays africains au sud du Sahara, les « rebelles », qui s'adonnent au lynchage de travailleurs africains à Benghazi et aux Noirs libyens (La Presse, 29 mars 2011), mettraient rapidement fin à cette politique une fois au pouvoir.

La fausse prémisse de l'échec au Rwanda

Qu'en est-il de l'autre baliverne, la responsabilité de protéger, (la fameuse R2P pour les initiés) qui serait une création canadienne et qui trouverait son origine dans l'échec au Rwanda en 1994 ?

On nous dit que les femmes de l'entourage d'Obama, dont Susan Rice et Samantha Power, traumatisées par « l'échec » au Rwanda, auraient amené le président à approuver l'agression militaire en Libye. Le problème, c'est qu'il n'y a pas eu d'échec au Rwanda, du moins du point de vue de l'administration américaine de Bill Clinton.

Comme le démontre avec brio Pierre Péan dans son plus récent ouvrage Carnages, les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique (Fayard 2010), Washington a gagné sur toute la ligne dans cette guerre froide feutrée qui a mis l'Afrique centrale à feu et à sang entre 1990 et 2005.

Si l'ONU n'est pas intervenue au Rwanda en 1994, c'est parce que Washington et Londres ne voulaient pas et ils ont mis tout leur poids pour empêcher l'ONU d'intervenir.

Leur objectif, quel qu'en soit le coût, était de permettre au Front patriotique rwandais sous la direction de Paul Kagame d'emporter une victoire décisive et de partir par la suite à l'assaut du Zaïre, aujourd'hui la République démocratique du Congo. Ce qui fut fait.

Malheureusement, grâce à la répétition continue par les grands médias de l'histoire officielle de la tragédie rwandaise – Ô quel dommage qu'il n'y ait pas eu d'intervention ! La prochaine fois nous utiliserons tous les moyens nécessaires pour éviter un tel échec ! – on a réussi à créer de toutes pièces un nouveau droit des grandes puissances : celui de s'ingérer dans les affaires d'un pays souverain au nom de la responsabilité de protéger.

Plus besoin de respecter la souveraineté des États ; plus besoin de recourir à la diplomatie ; plus besoin de chercher une solution politique ; on sort les bombes « humanitaires », les missiles de croisière Tomahawk, les porte-avions, les drones et même les avions de chasse CF-18, et on va-t-en-guerre dès qu'on trouve un adversaire un tantinet indépendant ou malcommode jumelé à un groupe de « rebelles », de préférence armés et arborant nos drapeaux, comme par hasard. Et si ces « rebelles » n'existent pas, on les invente.

Pour ceux qui applaudissent les femmes militaristes dans l'entourage d'Obama, comme Susan Rice, rappelons son autre grand geste international récent : c'est elle qui, le 18 février dernier, a imposé le veto des États-Unis, tuant ainsi la résolution de l'ONU qui aurait condamné Israël pour la poursuite de son occupation et de sa colonisation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem est. Les 14 autres pays membres du Conseil de sécurité appuyaient la résolution.

On pourrait peut-être ces dames applaudir si elles proposaient une zone d'exclusion aérienne au-dessus de.... Gaza !

La question qui hante cette guerre macabre : mais d'où ces pays qui bombardent tiennent-ils leur autorité morale ?

Notes

1. L'idée du « guide suprême » est celle de la journaliste et écrivaine Diana Johnstone.

* Robin Philpot s'entretiendra avec la journaliste et écrivaine Diana Johnstone sur la guerre en Libye à l'émission L'effet versant sur les ondes de CIBL 101,5 (www.cibl1015.com) le lundi 4 avril à 13 h. Diana Johnstone est l'auteure entre autres de La croisade des fous : Yougoslavie, première guerre de la mondialisation (Le Temps des Cerises).

Robin Philpot,

L'aut'Journal,

30 mars 2011 -.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19